Pauvreté et nouvelles technologies

A la recherche d'une Stratégie Nationale sur les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, l'exemple du Burkina Faso en Afrique Subsaharienne

Sylvestre Ouedraogo

Le Burkina Faso est l'un des rares pays en voie de développement à mettre en route un processus de réflexion nationale sur une stratégie de développement des nouvelles technologies de l'information. Il faut dire que cette expérience n'est pas nouvelle parce qu'au début des années 1970, le Burkina Faso avait créé le CENATRIN (Centre National de Traitement de l'Information). Ce centre qui existe toujours avait pour ambition d'aider à l'informatisation de l'administration surtout dans le traitement informatique des données, la formation et l'équipement informatique; Aujourd'hui, le CENATRIN assure aussi la qualité de *fournisseur d'accès Internet*.

Les nouvelles technologies étant vues comme une opportunité pour aider le pays dans sa stratégie de lutte contre la pauvreté, la Banque Mondiale, le PNUD et certaines organisations Internationales comme l'IICD appuient le Burkina Faso depuis quelques années dans sa tentative de mise en oeuvre de sa stratégie nationale.

Nous allons dans cet essai donner un aperçu de l'état des lieux des nouvelles technologies au Burkina Faso dans un premier point. Dans un second, nous retracerons les grands traits de la construction de la stratégie nationale des nouvelles technologies et en dernier point, nous allons donner notre point de vue sur cette démarche.

Classé 169ème sur 173 pays au niveau mondial selon l'indice de développement humain durable (rapport 2002), ce sombre palmarès m'empêche pas une certaine volonté de développement du secteur des *TIC* au Burkina Faso.

Un survol de l'état des lieux des nouvelles technologies au Burkina Faso

Au 31 décembre 2001, le Burkina Faso, qui a une population d'environ 12 millions d'habitants avait une télé densité de 1,13 pour 100 habitants. Le nombre de ligne téléphonique principale était de 58 036 lignes, soit celui d'une petite ville européenne. Le développement de la téléphonie cellulaire a permis aux 3 opérateurs (un national et deux privés) de dépasser les abonnés aux lignes fixes, soit 75 787 abonnés.

Le nombre de télé centre est de 2712 dont 318 cabines publiques (12%) (DELGI).

Le nombre de cybercafés peut être estimé à 150¹ dont plus de 90% concentrés dans la capitale. Le nombre d'internautes est de 30.000 aux mêmes dates avec les données de la DELGI, soit en moyenne 2.5 internautes pour 1000 habitants.. Nous pouvons estimer actuellement que ce nombre dépasse les 300 parce que les *télécentres* qui sont essentiellement équipés de cabines téléphoniques proposent de plus en plus des accès Internet pour la navigation électronique.

Le parc d'ordinateurs avoisine les 15.000 postes.

En novembre 2002, le parc de télécentres était estimé à 4101 dont 5820 lignes téléphoniques. On note donc une progression de 51% en moins de deux ans, ce qui est considérable.

Cette progression comporte des disparités parce que sur les 4101 télécentres, seulement 986 sont en dehors de Ouagadougou: 75% des télécentres sont concentrés donc dans la capitale et 7% dans la deuxième ville du pays.

En ce qui concerne les accès collectifs privés à l'Internet, ils sont estimés à 150 pour la ville de Ouagadougou avec les mêmes statistiques de la DELGI.

Présentement, six fournisseurs privés se partagent le marché des fournisseurs d'accès Internet. Une branche de *AFRIPA Telecom* qui est une société internationale assure le service de fournisseur de données. La DELGI qui gère en même temps les noms de domaines bf a un serveur utilisé pour l'administration et l'Université de Ouagadougou utilise son serveur pour le milieu de l'enseignement et de la recherche. Parmi les fournisseurs privés, *FASONET* en situation de quasi-monopole est la seule qui a l'opportunité d'offrir des connexions sur tout le territoire national, les autres étant obligés de se contenter de la seule capitale.

Il faut signaler ici que des initiatives telle que le *RENER*, le *Trade Point* le *RESINA*, le *SIGASPE*, le système douanier informatisé *SYDONIA*, l'*ARTEL*, le centre des guichets uniques, les constructions de sites webs des ministères, le *GATEWAY*, le projet info routes communales sont à mettre au compte de l'Etat qui grâce à la politique de bonne gouvernance tente de moderniser son administration et rapprocher qualitativement l'administration des administrés.

En ce qui concerne les centres polyvalents *multimédias* à vocation sociale, ils sont concentrés dans la capitale. Parmi les intervenants, la commune de Ouagadougou possède un réseau de 5 télécentres polyvalents multimédias qui permet à la population pauvre d'accéder aux nouvelles technologies. Une seule association nationale, *Yam Pukri* intervient activement dans la mise en place des accès collectifs à vocation

sociale. Cette association possède déjà 4 centres à Ouagadougou et 2 en province. Le point d'accès des jeunes aux *inforoutes* de l'information et de la communication (PAJE) financé par l'INTIF possède aussi quelques accès publics tant en ville qu'en province.

Les initiatives locales en matière de vulgarisation des *NTIC* font légion et l'une d'entre elle dénommée Burkina-NTIC (<http://www.burkina-ntic.org>) essaie de mettre en place un réseau d'information et de Partage des connaissances sur les nouvelles technologies en proposant un site inter-actif et un bulletin papier.

L'étude faite par Ouédraogo Sylvestre(2002) sur les comportements des usagers Internet au Burkina montre que ses usages de l'Internet sont essentiellement orientés sur la messagerie électronique. La cherté des connexions, la qualité médiocre des débits Internet, le manque de contenus et de service intéressant les internautes Burkinabé peuvent expliquer cet état de fait;

C'est dans ce contexte que le Burkina, qui a mis en place son cadre stratégie de lutte contre la pauvreté essaie d'insérer les nouvelles stratégies dans ce cadre afin de le rendre plus efficace sur le plan opérationnel.

A la recherche d'une stratégie nationale de développement des nouvelles technologies, un processus de réflexion descendant.

Signalons d'abord que le Burkina a pris le taureau par les cornes depuis 1996 en mettant en place un plan quinquennal de développement directeur informatique national. Cette tradition de plans quinquennaux qui vient depuis la révolution d'août 1987 visait à créer un cadre d'analyse pour une appropriation réelle du Burkina des *Technologies de l'information et de la communication* en rapport avec sa capacité de création de richesse.

Parmi les 5 domaines prioritaires retenus, on peut noter: la modernisation de l'administration, le développement de l'infrastructure de base, l'appui à la l'éducation et à la recherche, le développement des centres multimédias communautaires et la facilitation du commerce.

Les multiples difficultés inhérentes à la pauvreté du pays n'ont pas permis une réelle mise en oeuvre de ce plan.

C'est ainsi que les organisations internationales telles la Banque Mondiale, le PNUD ont décidé d'appuyer le plan de développement de l'infrastructure nationale d'information et de communication pour la période 2001 à 2005.

Comment alors mettre en oeuvre ce plan dans un contexte difficile marqué par les programmes d'ajustements structurels successifs, la dévaluation monétaire qui produit toujours des effets néfastes et aussi, des secteurs de développement jugés plus prioritaires sur les nouvelles technologies? Comment adapter cette stratégie aux besoins réels des populations? Telles sont les interrogations de base qui ont motivé le gouvernement du Burkina Faso à préparer un symposium national regroupant les sociétés d'état, les entreprises privées, ainsi que les structures étatiques, para-étatiques et les membres de la société civile. Il faut souligner que les membres qui ont été invités n'interviennent pas tous directement dans le secteur des nouvelles technologies et certains se positionnent plutôt comme consommateurs que fournisseurs de services.

Ce symposium qui s'est tenu en février 2002 a permis aux différents acteurs qui ont été appelé souvent à titre personnel pour leur qualité d'expertise sur la question après une large consultation au niveau nationale de confronter leurs points de vue et donner des idées susceptibles de construire cette stratégie.

A la fin de ce symposium, une des conclusions majeures a été d'entreprendre des petites réflexions thématiques touchant au domaine des TIC au Burkina afin d'éclairer techniquement le gouvernement dans la formulation de la stratégie. Ce travail a permis de rédiger un rapport portant sur la stratégie pour le développement des secteurs de TIC au Burkina Faso.

Conscients du fait que la conjugaison des forces ainsi que les consultations permanentes des différents acteurs de la vie nationale est le seul moyen d'arriver à ses objectifs, le gouvernement a mis en place un groupe de réflexion de haut niveau composé de personnalités multiples venant d'horizon divers: Gouvernement, agence de régulation, opérateurs nationaux et privés, société civile...

La structure de coordination mis en place permet de consulter rapidement le groupe et de demander leurs avis sur le choix de telle ou telle option dans le processus d'élaboration de la stratégie.

Deux séries d'études thématiques et sectorielles ont été commanditées avec le soutien de la Banque Mondiale. Une première série est terminée et une autre est en phase d'exécution.

Il faut aussi signaler que simultanément à cette réflexion, certaines actions sont entreprises. C'est ainsi que le PNUD a soutenu le Burkina Faso à installer des noeuds régionaux de connexion à l'Internet et à accroître le débit au niveau national qui est passé de 2 à 4 Mégabits en 2002.

Le PNUD a également entrepris une série d'étude thématique (gouvernance électronique, création de contenus, télécentres polyvalents multimédias, société civile) et proposé un document d'appui au programme national sur les TIC au Burkina Faso.

La finalisation des différentes études permettra enfin au Burkina Faso de passer réellement à l'action en proposant une série d'activités concrètes et des plans de financement.

Une des questions que l'on pourrait se poser est la pertinence d'une telle démarche qui risque d'aboutir sur des projets et programmes qui mettront encore du temps à se réaliser et sur l'adaptabilité de cette stratégie au domaine combien dynamique et changeant des TIC.

Une stratégie de TIC dans un contexte dynamique et peu ouvert

L'initiative du Burkina constitue un exemple d'une volonté nationale qui consiste à construire son univers de TIC à partir de réflexions nationales et à partir des moyens dont il dispose.

Si cette initiative est louable, elle peut être handicapée par les aspects suivants:

- le manque de ciblage des besoins de base et l'inventaire clair des moyens traditionnels de communication et d'Information utilisée par la population avant de passer à leur modernisation.

- l'absence d'une solide infrastructure nationale de télécommunication et d'information pour soutenir la stratégie.

- une libéralisation partielle du secteur des télécommunications qui réduit la marge de manoeuvre des entreprises privées.

Poussée par les institutions internationales, le Burkina Faso a adopté la thèse de la fracture numérique et travaille par cette stratégie à la réduire, ce qui est hypothétique. En effet, les nouvelles technologies en tant qu'ensemble d'outils de communications et d'informations devraient s'insérer naturellement dans les dynamiques de projets et d'actions de développement existant et non pas constituer une matière en soi, puisque tous les domaines y sont concernés.

La thèse de la réduction de la fracture numérique comme un processus salvateur a réduit la réflexion à une consultation large des différentes couches sociales pour comprendre leurs comportements. A ce niveau, les sociologues et les anthropologues devraient être les premiers sur le terrain et non les techniciens plus intéressés par l'efficacité matérielle des outils. Le Burkina Faso n'est-il pas en train de commettre les mêmes erreurs que les gouvernements du temps des indépendances avec le soi disant vulgarisation et diffusion des paquets technologiques qui ont précipité le pays et plus précisément les producteurs dans des cercles d'endettement sans fin?

Cette vision est fondamentale, si l'on pense que la stratégie nationale serait financée par le budget national, on risquerait ainsi un gaspillage irréversible des ressources du pays;

Si cette stratégie était financée par l'extérieur, elle viendrait encore attiser la thèse, si elle échouait de "l'Afrique qui refuse le développement", les NTIC étant souvent vus comme la dernière chance de "rattraper" l'hypothétique retard.

La mise en oeuvre d'une infrastructure nationale n'était - elle pas un préalable indispensable à cette stratégie?

Cette infrastructure nationale comporte des aspects physiques et des aspects immatériels qui est le savoir-faire.

En matière de savoir-faire, il manque une main d'oeuvre qualifiée capable d'appuyer la démarche, niveau au niveau conceptuel. Le Burkina Faso fera-t-il donc appel à une main d'oeuvre étrangère pour cette question? Cette question a été analysée par la première étude qui a proposé la mise en oeuvre d'un centre de technologie chargé de la diffusion des connaissances et des technologies. Quand cette structure verra t-elle le jour, quand sera t-elle rôdée et quand ses premiers produits sortiront-ils pour appuyer la stratégie nationale?

En ce qui concerne les moyens matériels, Il a fallu simplement que l'on offre la possibilité aux privés d'installer des télécentres privés et que l'ONATEL mette des lignes de téléphones à la disposition pour que les télécentres poussent comme des champignons à tous les endroits que cela est possible. Les possibilités offertes par la téléphonie privée a permis à de milliers de personnes de s'abonner aux téléphones portables. Avant cela, il fallait un mois à plusieurs années afin de bénéficier d'un abonnement téléphonique. Aujourd'hui dans les zones couvertes par les trois opérateurs, il faut seulement 10 minutes pour s'abonner et entrer en possession de son appareil.

La qualité médiocre des réseaux téléphoniques (certains fonctionnent toujours à l'électromécanique) ne permet pas à la population de l'intérieur du pays de se connecter aisément, ce qui décourage l'entrepreneuriat privé. Même dans la capitale, le débit est parfois très lent, ce qui ôte l'envie à tout ceux

qui veulent faire des télé services.

Le privé qui est vu comme le moteur de la diffusion des TIC n'est donc pas stimulé dans cette tâche.

La libéralisation partielle du secteur des télécommunications au Burkina Faso freine l'essor du privé. En effet, l'ONATEL, par son service FASONET est la seule à " régner" sur le plan national, ce qui joue sur la qualité de service Internet. En effet, étant la seule autorisée à couvrir tout le territoire national, les autres opérateurs se partagent uniquement la capitale. Les difficultés de connexions sont élevées, malgré l'installation des noeuds régionaux. Au niveau du service de téléphonie mobile, la même situation prévaut parce que les autres opérateurs sont limités dans certains services. Par exemple, On ne peut appeler un numéro appartenant à un opérateur privé en utilisant le standard de l'administration publique. Le rapports administration et administré est donc terni ici puisque l'administrateur ne peut joindre une tierce personne détentrice d'un appareil des deux opérateurs privés. Cette concurrence déloyale conduit les usagers à préférer l'opérateur national par rapport à l'opérateur privé.

En ce qui concerne les initiatives des ONG et des associations dans le domaine des TIC, elles sont limitées par la faiblesse des moyens pour vulgariser et participer réellement à la création des contenus et à la naissance d'une véritable culture de nouvelles technologies. A ce niveau, la coopération internationale est amenée à soutenir les initiatives existantes et en stimuler la réalisation de nouvelles. En effet, tous les services qui ne pourront pas être assurés par le marché privé et l'Etat devront être assurés les ONG, les associations et lez collectivités publiques, en occurrence la création de contenus (cd rom éducatifs et culturel, sites webs, la formation des jeunes aux NTIC, les activités de vulgarisation (fêtes de l'Internet, gadgets, ateliers et conférences débats, les études sur l'évolution du secteur des nouvelles technologies...)

Pour conclure, il faut saluer l'initiative du Burkina Faso qui depuis années travaille à asseoir une véritable stratégie de développement des TIC. Des résultats concluants ont été atteints dans ce processus d'informatisation au niveau administratif et au niveau privé. Bien que la stratégie soit en bonne voie, il manque une réelle volonté d'insuffler un signal fort en libéralisant le secteur tout en la dotant d'une vraie infrastructure matérielle et un potentiel de savoir-faire susceptible de générer des effets catalyseurs. Une analyse de la démarche entreprise dans la stratégie laisse entrevoir que le Burkina Faso est victime de la thèse de réduction de la fracture numérique, thèse qui semble ignorer tous les moyens traditionnels, conventionnels ou non conventionnels utilisés par les différentes couches sociales pour communiquer et s'informer depuis des générations.